

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MARDI 5 MARS 2013

Après-midi

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 5 MAART 2013

Namiddag

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 14.48 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Kristof Calvo.

Le développement des questions et interpellations commence à 14.48 heures. La réunion est présidée par M. Kristof Calvo.

De **voorzitter**: Vraag nr. 15126 van collega Van Cauter is al eens uitgesteld en wordt nu omgezet in een schriftelijke vraag.

Er wordt voorgesteld ook de samengevoegde vragen nr. 15600 van mevrouw Van der Auwera en nr. 15969 van mevrouw Özen uit te stellen, daar mevrouw Van der Auwera verontschuldigd is.

Sabine Laruelle, ministre: Monsieur le président, je ne suis pas d'accord. Il y a un Règlement. On applique le Règlement. C'est la deuxième fois que ces questions sont reportées. Zet ze om in een schriftelijke vraag. Punt. Il ne faut pas exagérer. Je ne viens pas chaque semaine voir des parlementaires qui ne posent pas leurs questions. Je demande l'application du Règlement!

Deux personnes ont posé ces questions. C'est la deuxième fois que ce point est mis à l'ordre du jour. Même si une de ces deux personnes n'était pas présente, j'aurais pu répondre à la deuxième. C'est écrit. Je ne viendrai plus répondre à ces questions.

De **voorzitter**: U begrijpt dat het aan de commissie en de commissievoorzitter is het Reglement toe te passen. Ik vind uw assertiviteit geweldig.

Het staat u vrij de volgende keer niet op de vraag te antwoorden. Dat neemt niet weg dat ik bij mijn voorstel blijf om ze uit te stellen, aangezien mevrouw Van der Auwera verontschuldigd is.

Sabine Laruelle, ministre: C'est la deuxième fois! Chaque semaine je viens et j'ai la moitié de mes questions qui sont reportées. Je ne viendrai pas répondre à ces questions. Je demande l'application du Règlement.

Il y a deux auteurs. Qu'un ne soit pas là, je comprends. Mais c'est la deuxième fois que les deux auteurs, pour les mêmes questions, ne sont pas là. N'exagérons pas quand même.

De **voorzitter**: Overdrijven is inderdaad geen goed idee.

Sabine Laruelle, ministre: Schriftelijk! Il faut appliquer le Règlement. Je suis présente chaque fois dix minutes à l'avance. Chaque fois c'est la même chose: la moitié de mes questions sont reportées.

De **voorzitter**: Ik heb mij even bij de commissiesecretaris geïnformeerd. Ik ontdek dat de vraag al een keer is uitgesteld. Ik had begrepen dat de vraag nog niet was uitgesteld en dat mevrouw Van der Auwera om begrijpelijke politieke redenen verontschuldigd was. Het initiële voorstel was dus de vraag uit te stellen. Ik begrijp nu dat ze al eens werd uitgesteld. Vragen nrs 15600 van mevrouw Van der Auwera en 15969 van mevrouw Özen worden dus omgezet in schriftelijke vragen.

Het is nog altijd aan de commissie en het commissiesecretariaat om daarover op een rustige manier te oordelen. Het zou dus iets gemakkelijker zijn, mevrouw de minister, mocht u niet zo tekeergaan.

Sabine Laruelle, ministre: Monsieur le président, en matière d'assertivité, je n'ai pas de leçons à recevoir de vous! Je vous le dis très clairement et très franchement. On s'amuserait bien si vous veniez plus souvent dans ma commission.

De **voorzitter**: Ik zal die uitnodiging met beide handen aanvaarden. Aangezien beide vragen al eens uitgesteld werden, en natuurlijk ook om de minister een plezier te doen, worden ze omgezet in schriftelijke vragen. Wij zijn coöperatief.

Mevrouw de minister, ik begrijp dat u het beu bent dat vragen niet gesteld worden en dat men niet komt opdagen.

Sabine Laruelle, ministre: Monsieur le président, je vais être franche. Je me moque de ce que vous me dites. Chaque fois, je viens dix minutes à l'avance en commission. Chaque fois, j'ai plus de la moitié de mes questions qui sont reportées. Je veux bien jouer à faire le clown deux fois, pas trois! Et j'ai le Règlement pour moi.

De **voorzitter**: Ik begrijp uw boodschap aan de Parlementsleden van de meerderheid perfect. Geen enkel probleem. Ik heb hier geen enkel Parlements lid in bescherming genomen. Ik heb mij alleen geïnformeerd. Mevrouw Van der Auwera was verontschuldigd en ik wou daarmee rekening houden.

Sabine Laruelle, ministre: Vous êtes un groupe politique qui aime donner des leçons mais je n'en ai pas besoin.

De **voorzitter**: Het is nochtans niet erg om af en toe van elkaar te leren.

Is vraag nr. 15637 van mevrouw Muylle voordien al eens uitgesteld?

Sabine Laruelle, ministre: Cette question est déjà transformée en question écrite.

De **voorzitter**: Vraag nr. 15637 van mevrouw Muylle is dus omgezet in een schriftelijke vraag. Is vraag nr. 15847 van mevrouw Van der Auwera nieuw? Ik laat het even nagaan.

Sabine Laruelle, ministre: Monsieur le président, c'est déjà la deuxième fois qu'on me la pose.

De **voorzitter**: Als u het echt ambieert om voorzitter van de commissie te worden, dan zult u wel ontslag moeten nemen als minister.

De vraag blijkt al uitgesteld geweest te zijn en ze wordt dus omgezet in een schriftelijke vraag.

Sabine Laruelle, ministre: Monsieur le président, quand vous ferez les scores que je fais, on en reparlera et vous pourrez me donner des conseils. En attendant, je vous en prie, faites votre travail, moi le mien et tout sera bien.

De **voorzitter**: Gelukkig is mevrouw Warzée-Caverenne er wel, waarvoor dank. Er zijn dan toch nog Parlementsleden van de meerderheid in de zaal.

01 Question de Mme Valérie Warzée-Caverenne à la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture sur "le recouvrement des créances par les PME" (n° 15949)

01 Vraag van mevrouw Valérie Warzée-Caverenne aan de minister van Middenstand, Kmo's, Zelfstandigen en Landbouw over "de invordering van schuldvorderingen door kmo's" (nr. 15949)

01.01 Valérie Warzée-Caverenne (MR): Monsieur le président, madame la ministre, les factures impayées représentent 9,15 milliards d'euros en Belgique. L'État belge occupe le cinquième rang des débiteurs publics européens présentant un retard de paiement élevé.

Une étude du bureau Dun & Bradstreet montre que ce sont surtout les PME belges qui sont victimes d'arriérés de paiement excessifs. Les frais de recouvrement pèsent lourdement sur la trésorerie de ces PME. Les clients qui ne paient pas leurs factures ou les paient tardivement freinent la croissance des PME et menacent les chances de survie des entreprises.

Par ailleurs, selon l'indice Graydon, 64 % seulement des factures sont payées dans les délais fixés contractuellement, et plus de 12 % le sont après plus de 90 jours. Toujours selon cet institut, les problèmes de liquidités à la suite de ces retards sont la cause de 25 % des faillites.

La transposition dans le droit belge de la directive européenne sur le paiement ponctuel des factures, inscrite dans votre plan PME, dépend également de votre collègue, la ministre de la Justice.

Madame la ministre, quel est l'état d'avancement de cette procédure? Quelles mesures pratiques seront-elles mises en application pour permettre aux PME de récupérer leur dû et endiguer quelque peu le nombre de faillites, qui ne cessent de croître ces derniers mois?

Certains réclament la mise en place d'un monitoring annuel des délais de paiement moyens des différentes administrations publiques et des entreprises via la création d'un "Observatoire des délais de paiement" établissant, notamment, la liste des adjudicateurs publics et leur respect des délais de paiement. Est-ce dans vos intentions de mettre ces projets en application? Dans l'affirmative, où sera situé cet observatoire et quelle serait sa mission exacte?

Par ailleurs, afin d'aider les indépendants à voir leurs créances honorées, il existe une proposition de loi sur l'injonction sommaire de paiement pour les factures non contestées, laquelle n'a pas encore vu le jour. Pourriez-vous nous dire où en est le projet? Cette mesure, selon-vous, viendrait-elle compléter ce premier dispositif?

01.02 Sabine Laruelle, ministre: Monsieur le président, chère collègue, comme vous l'avez très bien dit, nous travaillons avec la ministre de la Justice en vue de faire avancer le dossier. Des réunions intercabineaux ont déjà été organisées à cet égard. Le délai de transposition a été fixé au 16 mars. Vous aurez donc compris que nous serons en retard. J'espère que nous le serons aussi peu que possible et que le projet passera en Conseil des ministres en première lecture ce mois-ci.

Le projet de loi prévoit que les pouvoirs publics disposeront d'un délai de trente jours pour acquitter leurs factures d'achat de biens et de services, voire de soixante jours dans des circonstances exceptionnelles.

En ce qui concerne le *B to B*, autrement dit les échanges entre opérateurs commerciaux, les factures devront être réglées endéans les trente jours, sauf si leur liberté contractuelle les autorise à en disposer autrement, pour autant que les mesures dérogatoires ne soient pas abusives. Autrement dit, il ne faut pas commettre d'abus de position dominante. Je pense au cas d'un gros opérateur qui imposerait à des petits fournisseurs des délais totalement farfelus.

Le projet prévoit également, au bénéfice des entreprises, le droit de réclamer le paiement d'intérêts de retard. De plus, il instaurerait un montant forfaitaire minimum à titre de frais de recouvrement, sans préjudice du droit de se faire indemniser de tous les frais de recouvrement restants. Mais cela pourrait déjà régler plusieurs conflits.

Comme prévu dans le considérant n° 30 de la directive, il est envisagé de mettre en place un monitoring des délais de paiement moyens des administrations publiques à l'égard des entreprises. De plus, un guide des bonnes pratiques va être publié.

S'agissant enfin de la réforme de la procédure sommaire d'injonction de payer, le dispositif doit être optimisé. L'article 10 de la directive sur les délais de paiement oblige les États membres à prévoir des procédures d'urgence pour les dettes non contestées, de sorte que le créancier puisse obtenir son dû à titre exécutoire, dans un délai maximal de nonante jours, après l'introduction par celui-ci d'une action auprès du juge.

Actuellement, cette procédure est un échec. La Commission européenne reconnaît elle-même que ce mécanisme, tel qu'appliqué chez nous, est plus lourd qu'une procédure civile ordinaire.

En revanche, en France, elle connaît un succès important. En effet, chaque année, elle absorbe plus d'un million d'affaires et on ne relève que 6 à 8 % d'oppositions sur ce montant. Cela revient à dire qu'environ 900 000 demandes sont évacuées, chaque année, en marge des procédures ordinaires devant les tribunaux de droit commun. On peut donc dire qu'en France, il s'agit d'une réelle réussite.

On constate donc entre nos deux pays un contraste qui reflète une grande différence. Cet aspect mérite une réflexion, l'objectif étant de favoriser le recouvrement de créances et de diminuer l'arriéré judiciaire. C'est pour ces raisons que ma collègue et moi-même déposerons un texte en ce sens.

01.03 Valérie Warzée-Caverenne (MR): Madame la ministre, je vous remercie pour votre réponse très complète.

Comme vous l'avez dit, il serait intéressant d'étudier de façon approfondie la manière dont travaillent les Français puisque cela ne fonctionne pas chez nous. Vu la crise que nous connaissons et les dettes qui s'accumulent, même si elles concernent des montants moins élevés, les entrepreneurs qui doivent réclamer le montant des factures impayées voient cette tâche augmenter. En apportant une solution à ce genre de question, vous solutionneriez les problèmes de trésorerie de nombreuses PME de notre pays.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

De **voorzitter**: Het volgende agendapunt is vraag nr. 16226 van mevrouw Dierick, die nog niet eerder werd uitgesteld. Aangezien mevrouw Dierick verontschuldigd is, wordt haar vraag uitgesteld.

02 Vraag van de heer Karel Uyttersprot aan de minister van Middenstand, Kmo's, Zelfstandigen en Landbouw over "de uitschrijving van artsen uit de KBO" (nr. 16304)

02 Question de M. Karel Uyttersprot à la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture sur "la radiation de médecins de la BCE" (n° 16304)

02.01 Karel Uyttersprot (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, staat u mij toe eerst en vooral een kleine aanvulling te geven bij de vraag van mevrouw Warzée. Inzake de omzetting van de Europese verordening hebben wij een wetsvoorstel ingediend dat vorige week werd toegelicht in de commissie. Het nodige wetsontwerp van de bevoegde minister blijft immers lang uit. Ik wijs er ook op dat de premier reeds een besluit heeft genomen om de richtlijn gedeeltelijk om te zetten. Het gaat om het koninklijk besluit van 14 januari, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 14 februari. Ik raad u aan om dat eens goed te lezen. Daarin worden er al boetes opgelegd en rentes bepaald. Ook de verificatietermijn, zeker belangrijk bij facturen voor de bouw, wordt op een oneindige manier verlengd, wat voor problemen zou kunnen zorgen bij de omzetting van de verordening.

Gelieve mij te verontschuldigen dat ik mijn rol een beetje te buiten ben gegaan met die toelichting, maar ik wilde dit toch graag aan mijn collega meedelen.

De **voorzitter**: Wij stellen ons soepel op.

02.02 Karel Uyttersprot (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, nu de rust is weergekeerd, kom ik tot mijn vraag over de uitschrijving van artsen bij de KBO.

De **voorzitter**: Bij de bespreking van de beleidsnota heeft de minister daarop wel al gereageerd.

02.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Mijnheer de voorzitter, de minister weet dat wij altijd trouw op post zijn met onze vragen en dat wij altijd pertinente vragen stellen. Daar krijgen wij dikwijls ook pertinente antwoorden op van de minister.

De **voorzitter**: De liefde tussen de MR en de N-VA is opvallend!

02.04 Karel Uyttersprot (N-VA): Ik heb “dikwijls” gezegd, mijnheer de voorzitter.

Mevrouw de minister, sinds juni 2003 zijn ook advocaten, architecten en artsen eraan gehouden een ondernemingsnummer te krijgen van de KBO. Zij moeten zich dus verplicht inschrijven. Voor artsen die vroeger reeds opereerden onder de vorm van een vennootschap, gold dat al. De wettelijke regeling sloeg vooral op starters. Beginnende artsen moesten bij aanvang van hun werkzaamheden dus bij een erkend ondernemingsloket langgaan. De bestaande actieve geneesheren kregen in de regel automatisch een ondernemingsnummer.

De huidige wettelijke bepaling omvat echter een belangrijke lacune. Artsen die met pensioen gaan, moeten eveneens hun ondernemingsnummer laten stopzetten. In alle gevallen vraagt de KBO voor die administratieve procedure 81,5 euro aan kosten, ook voor de artsen die in 2009 al dan niet automatisch een ondernemingsnummer toegekend kregen. Er zijn ons zelfs gevallen bekend van artsen die geen nummer kregen, maar die toch het bericht ontvingen om zich te laten schrappen om met pensioen te kunnen gaan. Zij moeten dus 81,5 euro betalen voor de schrapping van een nummer dat niet bestaat.

In sommige provincies, onder andere in Oost-Vlaanderen, leidt dat er zelfs toe dat die provincies hun kans schoon zien om bij die artsen achterstallige betalingen te vorderen en boetes te heffen voor provinciale belastingen.

Mevrouw de minister, daaromtrent heb ik de volgende vragen.

Bent u op de hoogte van die gevallen?

Bent u op de hoogte van het feit dat heel wat artsen tussen de mazen van het net glippen?

Is dit geen subtiele belasting voor gepensioneerden?

Wat is de omvang van deze problematiek? Met andere woorden, hoeveel artsen hebben reeds een ondernemingsnummer aangevraagd en hoeveel niet?

Hoe kunt u het verschil verklaren tussen het aantal artsen dat de facto is ingeschreven en anderen die niet zijn ingeschreven, maar die later wel een bericht krijgen dat zij 81 euro moeten betalen om zich te laten uitschrijven? Staat die prijs wel in verhouding tot de handeling die ervoor moet worden gesteld? Op welke manier is dit te verzoenen met het afbouwen van de fiscale en administratieve lasten ten opzichte van de vrije beroepen?

02.05 Minister Sabine Laruelle: Mijnheer de voorzitter, de inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen is een maatregel om de administratie te vereenvoudigen. Die maatregel zorgt ervoor dat de ingeschrevene slechts een keer bepaalde essentiële gegevens moet verschaffen. Het ondernemingsnummer wordt door alle overheden als een uniek identificatiemiddel gebruikt. Tegenover die vereenvoudiging staat een vergoeding. Natuurlijk boeken de ondernemingen die uitgave als bedrijfskosten.

Wat uw tweede vraag betreft, momenteel telt de Kruispuntbank van Ondernemingen 19 707 natuurlijke personen die als arts zijn ingeschreven. Dat zijn in principe allemaal zelfstandige artsen, want de artsen die op het ogenblik van de inwerkingtreding van de bovenvermelde verplichting actief waren, werden automatisch en gratis ingeschreven, op basis van gegevens van de Orde van geneesheren en van de sociale zekerheid. Mochten er toch artsen ontbreken in de Kruispuntbank van Ondernemingen, dan kunnen zij zich wenden tot de Kruispuntbank om alsnog ingeschreven te worden.

De wetgever heeft de inschrijving, de wijziging en de doorhaling van de inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen toevertrouwd aan erkende ondernemingsloketten. Hun werking wordt door de overheid alleen gefinancierd via de inschrijvingsrechten in de KBO, de rechten op machtigingen van ambulante handel en een vergoeding voor het uitreiken van beroepskaarten voor vreemdelingen.

Het bedrag van de retributie voor de inschrijving, wijziging en doorhaling in de KBO is om praktische redenen eenvormig gehouden. De bijdrage van 81,5 euro moet de kosten van het ondernemingsloket dekken. De inschrijving van niet-handelsondernemingen naar privaatrecht, onder wie de geneesheren, is overigens gratis.

Ik kom dan tot uw laatste vraag over de administratieve vereenvoudiging. Dankzij de KBO kunnen ondernemingen allerlei andere administratieve verplichtingen en daarmee gepaard gaande kosten besparen. Een herziening van de kosten van de doorhaling zou onvermijdelijk een stijging van het inschrijvingsrecht en van de kosten voor de wijzigingen tot gevolg hebben. De doorhaling is een wettelijke verplichting. Op het niet-naleven ervan staat een geldboete. Ik meen dat de prijs van de doorhaling slechts één element is om te verklaren waarom ondernemingen niet zelf tot de doorhaling van de inschrijving overgaan.

02.06 Karel Uyttersprot (N-VA): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Toen de wet op 30 juni 2009 van kracht werd voor de vrije beroepen, waren de betrokkenen niet op de hoogte van het feit dat zij een eenmalig nummer bij de KBO toegekend hadden gekregen. Zij zijn er dan ook niet van op de hoogte dat er kosten zijn verbonden aan een latere schrapping. Ik meen dat hier nood is aan correcte communicatie en ik meen dat u daarvoor over de geëigende kanalen beschikt. Via de federaties — u hebt er daarnet een aantal genoemd — kunnen de betrokkenen op een degelijke manier worden ingelicht, zodat zij niet voor verrassingen komen te staan. Een bijkomend element is dat anderen zich vervolgens geroepen voelen om bijkomende belastingen te heffen. Ik heb het voorbeeld aangehaald van de provincie Oost-Vlaanderen, die van de gelegenheid gebruikmaakt om bijkomende lasten te heffen op de vrije beroepen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.09 uur.

La réunion publique de commission est levée à 15.09 heures.